

Trésor Public

Le nouveau poste de perception d'Akanda opérationnel

MSM  
Libreville/Gabon

**DANS** le cadre du déploiement des postes comptables de proximité dans la capitale, le ministre d'Etat en charge du Budget et des Comptes publics, Jean Fidèle Otandault, a procédé, le 19 octobre dernier, à l'inauguration du nouveau poste de réception et perception dans la commune d'Akanda. Il était accompagné du directeur général de la Comptabilité publique et du Trésor, Sosthène Ossoungou Ndibangoye. Après avoir rappelé la devise qui guide l'action des

gestionnaires d'une telle entité, le membre du gouvernement a édifié les 4 responsables promus, et devant gérer ce nouveau poste, sur la lourde mission à accomplir dans un contexte de relance de l'économie gabonaise : "Probité-Sincérité-Disponibilité". « Ces mots ne doivent pas être pris à la légère... Vous avez prêté serment ce matin. La prestation de serment, c'est un engagement solennel à l'égard de l'Etat et de la société tout entière. [...] Par ce serment, vous êtes désormais des garants, des gardiens de la bonne tenue de nos comptes », a-t-il lancé à l'endroit. Pour le directeur général



Photo : D.R.

Le nouveau poste du Trésor public d'Akanda vu sur sa façade principale.

de la Comptabilité publique et du Trésor, l'implantation de cette nouvelle structure de perception dans la commune d'Akanda vise à rapprocher l'offre publique de ses bénéficiaires et ses usagers. « Ce rapprochement

permettra aux compatriotes de cette ville en expansion, et les populations environnantes, d'effectuer leurs opérations d'encaissement et de décaissement sans devoir s'éloigner de leur environnement immédiat », a-t-il souligné.

Construit par la société Entenco, le poste de réception-perception d'Okala a pour mission d'assurer le recouvrement des recettes publiques, le paiement des dépenses pour le compte de l'Etat (salaires des fonctionnaires, pensions, etc.), la tenue de la comptabilité et la gestion du conseil financier. Dès janvier 2018, il devra tenir la gestion financière et comptable de la Perception de l'aéroport international Léon Mba de Libreville. Le Gabon compte actuellement 9 trésoreries provinciales, une soixantaine d'agences comptables, 13 paieries, 7 recettes-perceptions et 33 perceptions.

Brèves

Maroc : Les crédits bancaires au secteur immobilier en progression

L'encours global des crédits accordés par les banques commerciales marocaines au secteur immobilier, a atteint 211,7 milliards de dirhams (MAD) au terme du mois de août 2017. Soit un peu plus de 22,37 milliards \$ (environ 13000 milliards de nos francs). Pris sur une base annuelle, ce niveau s'affiche en progression de 4%. C'est la plus forte croissance annuelle depuis le mois de juin 2016, peut-on lire sur des indications fournies par la note de conjoncture de la banque centrale marocaine, Bank Al Maghrib. Cette performance globale cache cependant une légère disparité. L'essentiel de cet encours est constitué de crédits à l'habitat d'un montant de 194,5 milliards de MAD, et qui a affiché une progression de 5% au mois d'août 2017, comparé à la même période en 2016.

Groupe Bolloré : Vincent Bolloré à la retraite en 2022 ?

Le milliardaire français Vincent Bolloré prévoit de prendre sa retraite le 17 février 2022, date marquant le bicentenaire du groupe Bolloré. Avant de confier « l'empire » à sa descendance, celui qui continue de résister aux politiques, régulateurs, actionnaires minoritaires sur tous les fronts, utilise Vivendi où il détient une participation de 21%, pour avaler les principales sociétés de diffusion, de communication et de jeux vidéo en Italie et en France. Bien que le groupe s'acharne à déterminer une participation majoritaire dans Vivendi, les résultats sont mitigés. Le recul de la trésorerie nette qui est passée de 8 milliards d'euros en septembre 2015 à 500 millions en juin, la guerre avec Silvio Berlusconi dans le feuilleton Vivendi-Mediasset, les démêlés avec la justice des pays dans lesquels il opère, dont les justices africaines, ses innombrables conflits avec la presse, la chute des abonnements Canal+ en France, sont autant de raisons qui laissent déjà croire à certains investisseurs que Vincent Bolloré pourrait jeter l'éponge plus tôt.

Mise en œuvre des Projets innovants des sociétés civiles et coalitions d'acteurs (Piscca)

L'appui de l'ambassade de France à l'ONG Femact

Willy NDONG  
Libreville/Gabon

**DANS** le cadre de la mise en œuvre du programme "Projets innovants des sociétés civiles et coalitions d'acteurs" (Piscca), financé à hauteur de 120 millions de francs par l'ambassade de France au Gabon, le service de Coopération et d'action culturelle (SCAC) a participé récemment à une réunion organisée par l'Ong Femact, lauréate de ce programme. Cette ren-

contre a permis d'expliquer comment se déroulera l'accompagnement offert par les services de l'ambassade au profit de cette Organisation non gouvernementale (ONG), qui va développer une application mobile en faveur des jeunes filles dans le domaine de la santé sexuelle et de la reproduction. Mais également des questions relatives aux droits des femmes. Le projet présenté par l'Ong Femact figure parmi les 7 lauréats issus de l'appel aux Piscca lancés ré-



Photo : D.R.

L'ambassade de France compte bien accompagner l'ONG Femact dans le cadre du PISCCA.

comment par l'ambassade de France au Gabon. Pour rappel, le programme Piscca constitue un nouvel outil unique de l'ambas-

sade de France au Gabon au service du financement de projets de développement portés par les acteurs non gouvernementaux et,

dans la limite de 20% de l'enveloppe globale, les organismes de l'Etat gabonais. Au titre de l'année 2017, le montant de l'enveloppe Piscca est supérieur à 120 millions de francs. Cette somme est consacrée au financement de projets portant sur les droits fondamentaux des femmes et des enfants, l'insertion économique de la jeunesse et le développement local, ainsi que le regroupement et la mise en réseau des acteurs de la société civile gabonaise.

Transport aérien

South African Airways ne va plus desservir Libreville

W.N.  
Libreville/Gabon

**Empêtrée dans des difficultés financières, la compagnie sud-africaine a décidé de supprimer, à partir du 7 janvier 2018, plusieurs dessertes continentales dont celle de la capitale gabonaise.**

L'AFRIQUE centrale ne constitue plus une destination de choix en termes de

rentabilité pour le transporteur sud-africain, South African Airways. Engluée dans des difficultés financières depuis plusieurs mois, la compagnie a décidé de mettre un terme, pour des raisons opérationnelles, à l'exploitation de certaines destinations continentales qu'elle desservait jusque-là. Il s'agit, informe un communiqué de la compagnie publié sur son site internet, des lignes Brazzaville, via Pointe Noire au Congo ; Douala au Cameroun via Libreville, au



Photo : D.R.

South African Airways ne va plus desservir Libreville.

Gabon; Kinshasa en RDC-Entebbe en Ouganda; Luanda en Angola-Cotonou au Bénin via Libreville, au Gabon.

Cette décision intervient six jours après que le gouvernement a annoncé au Parlement être sur le point de

trouver un accord avec les banques sud-africaines au sujet de la dette de 410 millions de dollars de la compagnie à leur endroit. En plus des banques locales, le transporteur arc-en-ciel doit également affronter des établissements bancaires internationaux à qui elle doit également d'importantes sommes d'argent. Ces dettes doivent être apurées en mars 2018 au plus tard, selon un programme arrêté de commun accord.

Atelier régional sur l'initiative de développement durable du palmier à huile

Prendre en compte le droit foncier

JM  
Libreville/Gabon

L'ATELIER régional sur l'initiative de développement durable du palmier à l'huile s'est achevé hier à Libreville. A l'issue des travaux, les participants ont formulé

plusieurs recommandations. Notamment l'établissement et le renforcement du partenariat pour la lutte contre la déforestation entre les différentes parties prenantes, à savoir les gouvernements, le secteur privé, les communautés locales et indigènes et la société civile, mais également la mise en œuvre des politiques d'élimination de la

déforestation dans la chaîne d'approvisionnement. Ou encore, la prise en compte de l'importance des droits fonciers ainsi que l'intégration des connaissances dans tout effort d'implémentation des engagements d'élimination de la déforestation. Chacun des dix pays concernés ont acquis de nouvelles expériences qu'ils incorpo-

reront dans les principes et plans d'actions, en fonction du contexte national et de l'évolution du processus. Le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, chargé du programme Graine, Yves Ferdinand Manfoumbi, s'est réjoui de la qualité des travaux. «Le palmier à l'huile va occuper une place incontournable dans le paysage

économique et être une source de devises pour accompagner la diversification des sources de revenus. Pour relever ces défis, nous devons rechercher un cadre de gouvernance solide dans ses aspects juridiques, administratifs mais également durables, susceptible de répondre à la multiplicité des enjeux qu'ils rencontrent », a-t-il précisé.